

# JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois

ABONNEMENTS			MODALITES DE PAIEMENT		INSERTION
NIGER	1 an -	25.000 FCFA	Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance. Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire. Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie.		Trois mille (3.000) francs CFA la ligne. Un minimum de perception de 30.000 FCFA par annonce sera appliqué pour les insertions. Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à : <b>JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU NIGER B.P. 116 NIAMEY</b> Téléphone : <b>20.72.39.30 / 20.72.20.59</b> <b>20.20.3255 / 20.20.3313.</b>
	6 mois -	12.500 FCFA			
ETRANGER	1 an -	38.000 FCFA			
	6 mois -	19.000 FCFA			
VENTE AU NUMERO			FRAIS D'EXPEDITION		
	Année courante	Année antérieure	REGIME	FRAIS	
NIGER	1.000 FCFA	1.500 FCFA	Intérieur	5.000 FCFA	
ETRANGER	1.500 FCFA	2.000 FCFA	Extérieur	7.000 FCFA	
			International	10.000 FCFA	

## SPECIAL N° 07

*Cette édition spéciale comprend trois(3) cahiers*  
**Premier cahier**

### SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### LOI

#### Premier cahier

Exposé des motifs de la loi portant première rectification à la loi n° 2007-36 du 10 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2008 .....	66
Loi n° 2008-17 du 02 juin 2008, portant première rectification de la loi n° 2007-36 du 10 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2008 .....	67
Annexe I : Détail prévisions des recettes LFR2008 (en milliers francs CFA) .....	71
♦ Titre 0 : Recettes du budget de l'Etat .....	71
Annexe II : Détail dépenses LFR2008 (en milliers francs CFA) .....	74
♦ Titre 1 : Amortissements des charges de la dette publique et dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures .....	74
♦ Titre 2 : Dépenses du personnel .....	76

#### Deuxième cahier

♦ Titre 3 : Dépenses de fonctionnement .....	87
--	----

#### Troisième cahier

♦ Titre 4 : Subvention et autres transferts courants	
♦ Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat .....	

Annexe III : Tableaux de synthèse des prévisions des dépenses par titre et par section LFR2008 ((en milliers francs CFA) .....

♦ Titre 1 : Amortissements et charges de la dette publique et dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures .....	
♦ Titre 2 : Dépenses du personnel .....	
♦ Titre 3 : Dépenses de fonctionnement .....	
♦ Titre 4 : Subventions et autres transferts courants	
♦ Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat .....	

Annexe IV : Comptes spéciaux du trésor LFR2008 (en milliers francs CFA) .....

♦ Titre 7 : Recettes et dépenses des comptes spéciaux du trésor .....	
---	--

### ACTES DE L'EXECUTIF

#### MINISTÈRE DES MINES ET DE L'ENERGIE

Décret n° 2008-177/PRN/MME du 02 juin 2008 portant approbation et publication au *Journal Officiel* du contrat de partage de production (CPP) entre la République du Niger et la société chinoise CNODC relatif au bloc AGADEM .....

## EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI PORTANT PREMIERE RECTIFICATION DE LA LOI N° 2007-36 DU 10 DECEMBRE 2007, PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2008.

Le présent projet de loi intervient dans un contexte caractérisé par un environnement économique international et régional 2008 marqué particulièrement par un renchérissement général des prix des produits de grande consommation, entraînant une forte contestation sociale dans plusieurs pays.

Le Niger, pays importateur de produits de première nécessité, n'a pas échappé à ce phénomène. Le Gouvernement a pris des mesures préventives à court terme et moyen termes.

Au plan interne, les perspectives liées à l'exploitation des ressources minières et la libéralisation du secteur de la communication ont entraîné exceptionnellement un rehaussement du niveau des recettes budgétaires, impliquant une révision des prévisions budgétaires initiales. Celle-ci a pour but, conformément aux dispositions de la loi n° 2003-11 du 1<sup>er</sup> avril 2003, portant loi organique relative aux lois de finances, de constater ces ressources exceptionnelles dans le budget de l'Etat et d'en proposer l'emploi.

A la lumière de ces deux principaux événements, le Gouvernement propose le présent projet de loi de finances rectificative, portant première rectification à la loi de finances pour l'année budgétaire 2008.

La mise en œuvre des mesures correctives proposées entraîne des modifications qui portent aussi bien sur les recettes que les dépenses.

### A- AUNIVEAUDES RECETTES

Le montant total additionnel des recettes s'élève à 78,380 milliards. Les modifications envisagées portent sur les recettes fiscales et non fiscales, ainsi que les ressources extérieures.

#### I- Les recettes fiscales:

Les recettes fiscales vont connaître une baisse de l'ordre de 0,641 milliard. En effet, des recettes supplémentaires de 11,869 milliards n'ont pu compenser des réductions des prévisions initiales d'impôts pour un montant de 12,510 milliards.

**1) les recettes fiscales additionnelles :** elles sont consécutives à un regain d'activités dans le domaine minier et des reversements au titre des compensations de l'UEMOA et de la CEDEAO. Ces recettes portent sur :

- l'Impôt sur les bénéfices (ISB) pour un montant additionnel de 4,656 milliards et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pour lequel les recettes additionnelles prévues s'élèvent à 0,300 milliard ;
- la redevance minière, pour un montant de 1,809 milliard ;
- les droits d'accises sur le café, en remplacement de ceux frappant les huiles alimentaires, avec un montant de 50 millions ;
- la taxe spéciale à la réexportation (TSR), pour des recettes additionnelles évaluées à 2 milliards ;
- les droits de douanes qui augmenteront de 0,500 milliard ;
- la TVA intérieure qui accusera des recettes supplémentaires de 1 milliard ;
- les compensations fiscales UEMOA et CEDEAO pour des montants respectifs de 1,154 milliard et 0,400 milliard.

**2) Les diminutions de recettes fiscales :** elles sont consécutives aux mesures prises par le Gouvernement pour contenir la flambée des prix des produits de première nécessité, afin de soulager les populations. Elles se rapportent à :

- la suspension des droits d'accises sur les huiles, entraînant une moins value de 0,550 milliard ;
- la baisse de la base taxable de la tonne de sucre, de 17%, ayant pour conséquence une perte de recettes estimées à 0,310 milliard ;
- la baisse de la base taxable de la tonne de farine de blé de 17% également, induisant un manque à gagner de recettes estimé à 0,068 milliard ;
- la suspension des droits de douanes sur le lait entraînant une moins value de 0,200 milliard ;
- la suspension des droits et taxes à l'importation du riz, y compris la TVA intérieure, engendrant une moins value totale de 11,382 milliards.

#### II- Les recettes non fiscales

La hausse des recettes non fiscales est évaluée à 72,969 milliards. Cette hausse sensible résulte du développement des activités minières et de la libéralisation du secteur des communications. Ces recettes additionnelles seront constatées au niveau :

- du revenu des actifs miniers de l'Etat (ventes de permis d'exploitation minière), pour un montant de 20,884 milliards ;
- des dividendes pour un montant de 18,800 milliards ;
- de la vente d'une licence de téléphonie cellulaire, pour un montant de 31,485 milliards ;
- des recettes de privatisation du Crédit du Niger, pour un montant de 0,500 milliard ;
- commission de transfert BCEAO pour 1,300 milliard.

#### III- La réévaluation des ressources extérieures

La réévaluation a été rendue nécessaire pour prendre en compte des appuis additionnels et certaines moins values de ressources. Il s'agit de :

- **UEMOA :** compte tenu du coût de la vie de plus en plus élevé dans l'espace communautaire, le Conseil des ministres de l'UEMOA, en avril 2008, a décidé d'une intervention, à court terme, sous forme d'appuis budgétaires, d'un montant compris entre 35 et 40 milliards au profit des 8 Etats membres. Sur cette base, une proposition de 4 milliards a été faite pour le Niger ;
- **Conférence de DOHA :** dans le cadre de la matérialisation des annonces de fonds faites lors de la rencontre de Doha, un montant de 1,240 milliard a été mobilisé et logé dans un compte au niveau de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Ce montant est destiné au renforcement des actions rentrant dans le cadre de la sécurité alimentaire.
- **Millennium challenge account (MCA) :** prise en compte d'un montant de 3,729 milliards au titre du MCA.
- **PDDE :** au titre des appuis des Partenaires de l'éducation, une réduction d'un montant de 2,916 milliards, en appui à la mise en œuvre du PDDE, doit être opérée, résultant du désengagement partiel de certains d'entre eux.

La combinaison de l'ensemble des opérations ci – dessus fait ressortir des recettes additionnelles de 78,380 milliards. Cependant, il convient de souligner que 9 milliards, à prélever sur les revenus des actifs miniers, ont été affectés au compte spécial du trésor « Fonds d'investissements prioritaires ».

## B- AU NIVEAU DES DEPENSES

Au titre des charges, les crédits additionnels de 78,380 milliards seront consacrés à financer des marchés en cours d'exécution, des engagements souscrits par le Gouvernement et des nouvelles opérations, notamment d'investissements.

- Les marchés en cours d'exécution :

Il s'agit des marchés signés en 2007 mais dont le dénouement n'a pu intervenir avant la clôture de la gestion. Il est proposé leur réimputation au présent collectif. Il convient de préciser que pour l'essentiel, ces marchés portent sur les aménagements hydro agricoles, les infrastructures sanitaires et les constructions. Ils portent sur un montant de 7,047 milliards.

- Les engagements du Gouvernement et les nouvelles opérations :

Ces engagements, qui découlent des priorités du Gouvernement, concernent principalement les actions suivantes :

- l'augmentation des salaires des agents de l'Etat ;
- le rehaussement des péculs des contractuels de l'éducation ;
- de nouveaux recrutements à la fonction publique pour les secteurs de l'éducation et des mines ;
- la programmation d'investissements porteurs de croissance durable et des actions de renforcement; des domaines sociaux :
  - construction d'abattoirs ;
  - amélioration génétique par l'insémination ;
  - lutte contre les maladies animales ;
  - réalisation d'aménagements hydro agricoles ;
  - achat d'engrais en qualité et quantité suffisantes ;
  - défense du territoire ;
  - construction des classes ;
  - gratuité des soins de santé ;
  - logements sociaux, ...

Telles sont les grandes lignes de la loi de finances, portant première rectification à la loi de finances n° 2007-36 du 10 décembre 2007, soumise à la sanction de votre auguste Assemblée.

Le ministre de l'économie et des finances

*Ali Mahaman Lamine Zeine.*

## Loi n° 2008-17 du 02 juin 2008 portant première rectification de la loi n° 2007-36 du 10 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2008.

Vu la Constitution du 9 août 1999 ;

Vu la loi n° 2003-11 du 1<sup>er</sup> avril 2003, portant loi organique relative aux lois de finances ;

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

## TITRE II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RES-SOURCES

Article premier - Durant l'année budgétaire 2008, les droits et taxes, y compris la TVA, à l'importation sur le riz sont suspendus sur un contingent ne dépassant pas cent cinquante mille (150.000) tonnes. Par ailleurs, la TVA est suspendue pour la même période sur le riz produit et vendu sur le territoire de la République du Niger.

Les modalités de mise en application de la présente disposition seront fixées par voie réglementaire.

Art. 2 - A compter de la promulgation de la présente loi, les droits et taxes à l'importation du lait sont suspendus, et ce jusqu'au 31 décembre 2008.

Art. 3 - A compter de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 2008, l'article premier de la section II du titre III du Régime fiscal et domanial de la République du Niger est modifié ainsi qu'il suit :

## Section II : Droits d'accises

Article premier (*nouveau*) : Les cessions, à titre onéreux, gratuit ou de fait, des produits suivants, aux conditions de livraison dans le territoire du Niger, sont soumises aux droits d'accises aux taux ci – après :

NTS/UEMOA (Code)	Désignation	Taux
08 02 90 10 00	Noix de colas	15% ad valorem
09 01	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café, succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange	12% ad valorem
21 01.11.00.00	Extraits, essences et concentrés	12% ad valorem
21 01.12.00.00	Préparations à base d'extraits, essences ou concentrés, ou à base de café	12% ad valorem
20 09	Jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	15% ad valorem
22 02	Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées et autres boissons non alcooliques, à l'exception des jus de fruits ou de légumes du n°20 09	15% ad valorem
22 03	Bière de malt	25% ad valorem
22 04 à 22 06 et 22 08	Autres boissons alcoolisées	45% ad valorem
24 02	Cigares, cigarettes et cigarillos	40% ad valorem
24 03	Autres tabacs et succédanés de tabacs fabriqués, tabacs "homogénéisés" en "reconstitués"; extraits et sauces de tabacs	40% ad valorem
33 03 à 33 07	Produits de parfumerie et de cosmétiques	15% ad valorem

Les cessions faites par les maisons principales à leurs succursales ou magasins de détail et celles effectuées par les coopératives ou groupements d'achat à leurs membres sont imposables aux droits d'accises.

Sont assimilés à des cessions :

- les prélèvements effectués par les commerçants ou fabricants pour leurs besoins propres ;

- l'affectation à la consommation personnelle ou familiale par toute personne lorsque ladite affectation est consécutive à des entrées directes de produits provenant de l'extérieur du Niger.

#### TITRE V : EVALUATION DES RESSOURCES

Art. 4 : Sont annulées au budget général de l'Etat, gestion 2008, les prévisions de recettes d'un montant de dix huit milliards trois cent soixante seize millions cent quarante mille (18.376.140.000) francs CFA, conformément à la répartition ci – après :

Ligne	Nomenclature	Montant
0 125 31	Appui mise en œuvre PDDE	-2 915 890 000
0 715 11	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur	-2 922 000 000
0 715 63	Autres droits d'accises	-500 000 000
0 717 10	Droits de douane à l'importation (DD)	-3 538 000 000
0 717 20	Redevance statistique à l'importation (RSI)	-202 250 000
0 717 21	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	-3 798 000 000
0 729 94	Recettes portuaires	-4 500 000 000
<b>Total</b>		<b>-18 376 140 000</b>

Art. 5 : Sont ouvertes au budget général de l'Etat, gestion 2008, les prévisions de recettes d'un montant de quatre vingt sept milliards sept cent cinquante six millions six cent mille (87.756.600.000) francs CFA, conformément à la répartition ci – après :

Ligne	Nomenclature	Montant
0 121 11	Dons et legs	3 728 600 000
0 125 30	Aides budgétaires	4 000 000 000
0 125 33	Conférence de DOHA	1 240 000 000
0 711 10	Impôt sur les bénéfices (ISB)	4 656 000 000
0 711 30	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	300 000 000
0 715 92	Redevances minières	1 809 000 000
0 718 20	Taxe spéciale de réexportation (TSR)	2 000 000 000
0 719 10	Reversement UEMOA	1 154 000 000
0 719 11	Reversement CEDEAO	400 000 000
0 719 50	Recettes portuaires	4 500 000 000
0 721 81	Actifs miniers	11 884 000 000
0 724 20	Dividendes	18 800 000 000
0 724 95	Commission de transfert BCEAO	1 300 000 000
0 769 98	Recettes privatisations	31 985 000 000
<b>Total</b>		<b>87 756 600 000</b>

Les prévisions des recettes du budget général de l'Etat ainsi rectifiées, font l'objet de l'annexe 1 jointe à la présente loi.

#### TITRE V : EVALUATION DES CHARGES

Art. 6 : Sont annulées au budget général de l'Etat, gestion 2008, les prévisions de dépenses d'un montant de vingt sept milliards six cent trente millions neuf cent soixante dix neuf mille deux cent cinquante (27 630 979 250) francs CFA, conformément à la répartition ci – après, par Titre et par Section :

Titre	Libelle section	Variations négatives
<b>TITRE 3 DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		
03	Cabinet du Premier ministre	-5 000 000
05	Présidence de la République	-67 000 000
47	Ministère de l'économie et des finances	-59 000 000
61	Ministère de l'éducation nationale	-729 431 000
64	Ministère de la santé publique	-1 213 946 250
<b>Total 3</b>		<b>-2 074 377 250</b>
<b>TITRE 4 SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS</b>		
06	Ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie	-474 998 000
47	Ministère de l'économie et des finances	-11 551 755 000
61	Ministère de l'éducation nationale	-3 160 807 000
64	Ministère de la santé publique	-110 000 000
<b>Total 4</b>		<b>-15 297 560 000</b>
<b>TITRE 5 INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT</b>		
05	Présidence de la République	-83 000 000
47	Ministère de l'économie et des finances	-2 197 744 000
54	Ministère du développement agricole	-75 000 000
61	Ministère de l'éducation nationale	-7 238 610 000
62	Ministère de l'hydraulique	-664 688 000
<b>Total 5</b>		<b>-10 259 042 000</b>
<b>Total général</b>		<b>-27 630 979 250</b>

Art. 7 : Sont ouverts au budget général de l'Etat, gestion 2008, des crédits additionnels d'un montant de quatre vingt dix sept milliards onze millions quatre cent trente neuf mille deux cent cinquante (97 011 439 250) francs CFA, conformément à la répartition ci – après, par titre et par section :

<i>Titre</i>	<i>Libelle section</i>	<i>Variations positives</i>
<b>TITRE 2</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
01	Assemblée nationale	60 161 000
02	Conseil supérieur de la communication	15 128 000
03	Cabinet du Premier ministre	74 566 000
05	Présidence de la République	123 767 000
06	Ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie	857 412 000
07	Cour constitutionnelle	29 014 000
08	Ministère de la communication, porte parole du gouvernement	7 055 000
09	Ministère de la jeunesse et des sports	134 370 000
10	Commission nat. droits de l'Homme et libertés fondamentales	18 423 000
11	Ministère de la formation professionnelle et technique	5 243 000
12	Ministère des affaires étrangères et de la coopération	618 409 000
14	Ministère charge de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	2 409 000
15	Ministère de la défense nationale	301 512 000
16	Conseil économique, social et culturel	23 438 000
17	Ministère de la justice, garde des sceaux	612 600 000
20	Cour de cassation	10 071 000
21	Conseil d'Etat	10 071 000
22	Cour des comptes	10 071 000
23	Ministère charge des relations avec les institutions de la République	9 820 000
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation	333 216 000
26	Haut conseil des collectivités territoriales	20 454 000
27	Ministère de la culture, des arts et loisirs, charge de la promotion de l'entrepreneuriat artistique	14 110 000
41	Ministère de la fonction publique et du travail	65 070 000
42	Ministère de la compétitivité nationale et de la lutte contre la vie chère	2 409 000
43	Ministère charge des affaires religieuses et de l'action humanitaire	2 409 000
47	Ministère de l'économie et des finances	192 700 000
51	Ministère du tourisme et de l'artisanat	17 840 000
52	Ministère du commerce, de l'industrie et de la normalisation	46 830 000
53	Ministère des transports et de l'aviation civile	21 866 000
54	Ministère du développement agricole	273 290 000
55	Ministère des ressources animales	146 357 000
56	Ministère de l'aménagement du territoire et du développement communautaire	61 469 000
58	Ministère de l'équipement	76 418 000
59	Ministère des mines et de l'énergie	121 237 000
60	Ministère de l'environnement et de la lutte contre la désertification	48 517 000
61	Ministère de l'éducation nationale	3 373 344 000
62	Ministère de l'hydraulique	121 294 000
64	Ministère de la santé publique	2 600 000 000
65	Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	42 708 000
66	Ministère de la promotion des jeunes entrepreneurs et de la reforme des entreprises publiques	2 360 000
68	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadastre	44 353 000
69	Ministère de la population et des reformes sociales	38 809 000
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>10 590 600 000</b>
<b>TITRE 3</b>	<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	
01	Assemblée nationale	50 000 000
03	Cabinet du Premier ministre	5 000 000
05	Présidence de la République	150 000 000
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation	116 300 000
47	Ministère de l'économie et des finances	1 000 000 000
60	Ministère de l'environnement et de la lutte contre la désertification	60 000 000
61	Ministère de l'éducation nationale	1 146 748 000
64	Ministère de la santé publique	730 274 250
65	Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	50 000 000
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3 308 322 250</b>



<i>Titre</i>	<i>Libelle section</i>	<i>Variations positives</i>
<b>TITRE 4</b>	<b>SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS</b>	
02	Conseil supérieur de la communication	120 000 000
03	Cabinet du Premier ministre	100 000 000
06	Ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie	1 746 067 000
11	Ministère de la formation professionnelle et technique	88 857 000
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation	572 000 000
47	Ministère de l'économie et des finances	11 150 000 000
54	Ministère du développement agricole	5 500 000 000
60	Ministère de l'environnement et de la lutte contre la désertification	5 000 000
61	Ministère de l'éducation nationale	9 498 821 000
64	Ministère de la santé publique	4 222 833 000
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>33 003 578 000</b>
<b>TITRE 5</b>	<b>INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT</b>	
01	Assemblée nationale	370 000 000
03	Cabinet du Premier ministre	1 903 000 000
08	Ministère de la communication, porte parole du gouvernement	217 000 000
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation	1 000 000 000
47	Ministère de l'économie et des finances	8 285 744 000
53	Ministère des transports et de l'aviation civile	139 000 000
54	Ministère du développement agricole	6 356 668 000
55	Ministère des ressources animales	9 000 000 000
56	Ministère de l'aménagement du territoire et du développement communautaire	25 000 000
58	Ministère de l'équipement	2 015 490 000
60	Ministère de l'environnement et de la lutte contre la désertification	664 688 000
61	Ministère de l'éducation nationale	12 833 210 000
62	Ministère de l'hydraulique	2 333 470 000
64	Ministère de la santé publique	3 843 669 000
66	Ministère de la promotion des jeunes entrepreneurs et de la réforme des entreprises publiques	300 000 000
68	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadastre	822 000 000
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>50 108 939 000</b>
<b>Total général</b>		<b>97 011 439 250</b>

Les prévisions des dépenses du budget général de l'Etat, ainsi rectifiées, font l'objet de l'annexe 2 jointe à la présente loi.

#### TITRE VII : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Art. 8 : Il est ouvert en recettes, au titre de la gestion 2008, au Compte spécial du trésor dénommé « Fonds d'investissements prioritaires », un montant de neuf milliards (9.000.000.000) de francs CFA.

Art. 9 : Des crédits de paiement d'un montant de neuf milliards (9.000.000.000) de francs CFA sont ouverts à concurrence des prévisions de recettes visées à l'article 8 ci-dessus, et restent subordonnés à la réalisation de celles-ci.

Les tableaux détaillés des recettes et des dépenses du Compte font l'objet de l'annexe 3 de la présente loi.

Art. 10 : La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 02 juin 2008

Le Président de la République

*Mamadou Tandja*

Le Premier ministre

*Seini Oumarou*

Le ministre de l'économie et des finances

*Ali Mahaman Lamine Zeine*

**ANNEXE I : DETAIL PREVISIONS DES RECETTES LFR2008 (EN FRANCS CFA)**

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR2008</i>
<b>TITRE 0</b>	<b>RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT</b>	
<b>Article 12</b>	<b>Dons projets et legs</b>	
<i>Paragraphe</i>	<i>121 Dons projets des institutions internationales mondiales</i>	
0 121 11	Dons et Legs	107 157 147 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>121</i>	<i>107 157 147 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>125 Fonds de concours</i>	
0 125 10	Dettes rétrocédées	150 000 000
0 125 30	Aides budgétaires	29 254 345 000
0 125 31	Appui mise en œuvre PDDE	5 734 110 000
0 125 33	Conférence de DOHA	1 240 000 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>125</i>	<i>36 378 455 000</i>
<b>Total article</b>	<b>12</b>	<b>143 535 602 000</b>
<b>Article 15</b>	<b>Tirages sur emprunts projets</b>	
<i>Paragraphe</i>	<i>151 Emprunts projets multilatéraux</i>	
0 151 10	Emprunts projets	46 377 947 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>151</i>	<i>46 377 947 000</i>
<b>Total article</b>	<b>15</b>	<b>46 377 947 000</b>
<b>Article 16</b>	<b>Emprunts programmes</b>	
<i>Paragraphe</i>	<i>161 Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux</i>	
0 161 10	Tirage sur le FMI	1 400 000 000
0 161 20	Ressources P.A.S	37 600 000 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>161</i>	<i>39 000 000 000</i>
<b>Total article</b>	<b>16</b>	<b>39 000 000 000</b>
<b>Article 23</b>	<b>Immeubles</b>	
<i>Paragraphe</i>	<i>232 Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)</i>	
0 232 10	Vente d'immeubles bâtis	66 045 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>232</i>	<i>66 045 000</i>
<b>Total article</b>	<b>23</b>	<b>66 045 000</b>
<b>Article 71</b>	<b>Recettes fiscales</b>	
<i>Paragraphe</i>	<i>711 Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital</i>	
0 711 10	Impôt sur les bénéfices (ISB)	35 597 875 000
0 711 30	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	2 211 371 000
0 711 40	Amendes et confiscations de la DGI	1 459 313 000
0 711 50	Amendes et pénalités trésor	100 000 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>711</i>	<i>39 368 559 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>712 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations</i>	
0 712 10	Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	14 122 277 000
0 712 20	Impôt général sur le revenu (I.G.R)	277 203 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>712</i>	<i>14 399 480 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>713 Impôts sur le patrimoine</i>	
0 713 10	Taxe immobilière	3 900 526 000
0 713 40	Taxe spéciale sur la plus value immobilière	949 710 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>713</i>	<i>4 850 236 000</i>

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR2008</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services</i>	
0 715 11	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur	43 914 376 000
0 715 30	Taxe unique sur les assurances	986 555 000
0 715 41	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur	926 835 000
0 715 43	Taxe sur les recettes des loteries	571 993 000
0 715 51	Taxe d'apprentissage (TA)	531 207 000
0 715 52	Patente synthétique (PS)	919 874 000
0 715 53	Permis de chasse et de visite	4 957 000
0 715 54	Taxe sur les armes à feu	12 274 000
0 715 55	Droits miniers, taxes et redevances minières	565 028 000
0 715 57	Droit d'occupation du domaine public	564 331 000
0 715 61	Taxe sur les boissons alcooliques (TBA)	824 557 000
0 715 62	Taxe sur les tabacs et cigarettes (TTC)	3 342 794 000
0 715 63	Autres droits d'accises	3 502 660 000
0 715 64	Taxe forfaitaire sur l'exercice des activités de réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes	62 231 000
0 715 65	Taxe sur la publicité commerciale extérieure	26 934 000
0 715 91	Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)	653 845 000
0 715 92	Redevances minières	10 516 045 000
0 715 97	Taxe d'exploitation artisanale (TEA), gypse, or	118 500 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>715</i>	<i>68 044 996 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>716 Droits de timbre et d'enregistrement</i>	
0 716 10	Droits de timbre	2 840 493 000
0 716 20	Droits d'enregistrement	8 333 878 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>716</i>	<i>11 174 371 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>717 Droits et taxes à l'importation</i>	
0 717 10	Droits de douane à l'importation (DD)	22 462 000 000
0 717 20	Redevance statistique à l'importation(RSI)	2 797 750 000
0 717 21	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	45 002 000 000
0 717 30	Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)	7 800 000 000
0 717 50	Amendes et confiscations en douane	300 000 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>717</i>	<i>78 361 750 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>718 Droits et taxes à l'exportation</i>	
0 718 10	Redevance statistique à l'exportation (RSE)	2 200 000 000
0 718 20	Taxe spéciale à la réexportation	21 200 000 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>718</i>	<i>23 400 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>719 Autres recettes fiscales</i>	
0 719 10	Reversement UEMOA	1 154 000 000
0 719 11	Reversement CEDEAO	400 000 000
0 719 20	Taxe de vérification des poids et mesures	2 000 000
0 719 30	Taxe de contrôle des Ets danger. incom. insalubres (EDII)	14 000 000
0 719 41	Taxe de contrôle sur les métaux précieux	20 000 000
0 719 50	Recettes portuaires	4 500 000 000
<i>Total Paragraphe</i>	<i>719</i>	<i>6 090 000 000</i>
<b>Total article</b>	<b>71</b>	<b>245 689 392 000</b>



<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>			<i>LFR2008</i>
<b>Article 72</b>	<b>Recettes non fiscales</b>			
<i>Paragraphe</i>	<i>721</i>	<i>Revenus de l'entreprise et du domaine</i>		
0	721	10	Retenue pour logements	19 892 000
0	721	20	Permis de coupe de bois	15 346 000
0	721	30	Recettes des régies forestières	133 666 000
0	721	40	Location d'immeubles	215 656 000
0	721	50	Publicité foncière	1 451 182 000
0	721	60	Concessions provisoires	106 151 000
0	721	70	Concessions définitives	22 811 000
0	721	80	Bornage des terrains	6 204 000
0	721	81	Actifs miniers	18 444 000 000
<i>Total Paragraphe 721</i>				<i>20 414 908 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>722</i>	<i>Droits et frais administratifs</i>		
0	722	10	Droit de chancellerie	8 000 000
0	722	20	Présidence/ Journal Officiel et Publication	27 000 000
<i>Total Paragraphe 722</i>				<i>35 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>723</i>	<i>Amendes et condamnations pécuniaires</i>		
0	723	10	Amendes et frais de justice	55 000 000
0	723	20	Amendes et pénalités Police	300 000 000
0	723	30	Amendes et pénalités Gendarmerie	600 000 000
0	723	40	Amendes et saisies forêts et chasse	8 846 000
<i>Total Paragraphe 723</i>				<i>963 846 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>724</i>	<i>Produits financiers</i>		
0	724	11	Domaine mobilier	103 421 000
0	724	20	Dividendes	20 800 000 000
0	724	95	Commission de transfert BCEAO	2 300 000 000
<i>Total Paragraphe 724</i>				<i>23 203 421 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>729</i>	<i>Autres recettes non fiscales</i>		
0	729	10	Prélèvements sur les honoraires des greffiers et huissiers	3 234 000
0	729	95	Recettes diverses (5èmes jeux de la Francophonie)	200 000 000
<i>Total Paragraphe 729</i>				<i>203 234 000</i>
<b>Total article 72</b>				<b>44 820 409 000</b>
<b>Article 76</b>	<b>Recettes exceptionnelles</b>			
<i>Paragraphe</i>	<i>769</i>	<i>Autres recettes exceptionnelles</i>		
0	769	90	Ressources PPTE	20 698 000 000
0	769	92	Autres recettes diverses(DGI)	493 262 000
0	769	93	Autres recettes diverses(TGN)	200 000 000
0	769	98	Recettes privatisations	31 985 000 000
<i>Total Paragraphe 769</i>				<i>53 376 262 000</i>
<b>Total article 76</b>				<b>53 376 262 000</b>
<b>Total titre 0</b>				<b>572 865 657 000</b>
<b>Total général</b>				<b>572 865 657 000</b>

**ANNEXE II : DETAIL DEPENSES BUDGET LFR2008 (EN FRANCS CFA)**

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>TITRE 1</b>	<b>AMORTISSEMENTS ET CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES EN ATTENUATION DES RECETTES DES GESTIONS ANTERIEURES</b>	
<b>Section 47</b>	<b>Ministère de l'économie et des finances</b>	
<b>Structure 47912110400</b>	<b>Dettes publiques</b>	
Article 14	Amortissements des bons de trésor	
Paragraphe 142	Bons du Trésor en compte courant	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 142 10	Emprunts (Bons du Trésor)	750 000 000
Total 142		750 000 000
<b>Total 14</b>		<b>750 000 000</b>
Article 15	Amortissements des emprunts projets	
Paragraphe 151	Emprunts projets multilatéraux	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 15 11 151 10	FGECE	16 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 151 10	FS-OPEP	349 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 151 10	BADEA	900 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 151 10	BID	284 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 151 10	IDA	100 000 000
Total 151		1 649 000 000
Paragraphe 158	Conventions à paiements différés	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 158 10	Convention à paiements différés	20 698 000 000
Total 158		20 698 000 000
<b>Total 15</b>		<b>22 347 000 000</b>
Article 16	Amortissements des emprunts programmes	
Paragraphe 161	Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 161 10	Commission UEMOA	630 000 000
Total 161		630 000 000
<b>Total 16</b>		<b>630 000 000</b>
Article 17	Amortissements des autres emprunts	
Paragraphe 176	Autres emprunts intérieurs	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 11	Remboursements BCEAO	4 391 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 20	Réparations civiles et contentieux	1 000 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 90	CADIE	15 000 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 92	Dettes postales	161 000 000
Total 176		20 552 000 000
<b>Total 17</b>		<b>20 552 000 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Article 65 Intérêts et frais financiers</b>		
<i>Paragraphe 651 Intérêts et frais financiers - dette multilatérale</i>		
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 651 10	IDA	688 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 651 10	FS-OPEP	51 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 17 11 651 10	FMI	91 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 15 11 651 10	FGECE	88 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 10 11 651 10	FAD	120 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 9 98 11 651 10	BIDC	10 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 07 11 651 10	BOAD	567 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 651 10	BID	264 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 651 10	BADEA	99 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 16 11 651 10	FIDA	102 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 651 10	Commission UEMOA	61 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 07 11 651 20	BOAD	1 148 000 000
<i>Total 651</i>		<i>3 289 000 000</i>
<i>Paragraphe 653 Intérêts et frais financiers - dette bilatérale auprès des gouvernements non affiliés au club de Paris</i>		
1 47 9 1 2 11 04 00 3 34 11 653 10	ALGERIE	46 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 9 96 11 653 10	EXIM-INDE	154 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 41 11 653 10	FSD	424 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 40 11 653 10	FKDEA	117 000 000
<i>Total 653</i>		<i>741 000 000</i>
<i>Paragraphe 657 Intérêts et frais financiers - dette intérieure</i>		
1 47 9 1 2 11 04 00 9 97 11 657 10	ANTEA	29 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 10	Intérêts BCEAO	1 012 000 000
<i>Total 657</i>		<i>1 041 000 000</i>
<b>Total 65</b>		<b>5 071 000 000</b>
<b>Total 1</b>		<b>49 350 000 000</b>
<b>Total 47</b>		<b>49 350 000 000</b>
<b>Total 1</b>		<b>49 350 000 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>TITRE 2 DÉPENSES DU PERSONNEL</b>		
<b>Section 01 Assemblée nationale</b>		
<b>Structure 01111010000 Présidence de l'Assemblée nationale</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	372 392 000
<i>Total 611</i>		372 392 000
<i>Paragraphe 613 Primes et indemnités</i>		
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 613 22	Indemnités de fonctions politiques et administrati	268 864 000
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 613 23	Primes de session	74 610 000
<i>Total 613</i>		343 474 000
<i>Paragraphe 614 Cotisations sociales</i>		
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 614 00	Cotisation CNSS	21 092 000
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 614 10	Fonds national de retraite	21 014 000
<i>Total 614</i>		42 106 000
<i>Paragraphe 616 Prestations familiales</i>		
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 616 10	Allocations familiales	13 410 000
<i>Total 616</i>		13 410 000
<b>Total 61</b>		<b>771 382 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>771 382 000</b>
<b>Total 01</b>		<b>771 382 000</b>
<b>Section 02 Conseil supérieur de la communication</b>		
<b>Structure 02111010000 Présidence du Conseil supérieur de la communication</b>		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 02 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	93 645 000
<i>Total 611</i>		93 645 000
<b>Total 61</b>		<b>93 645 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>93 645 000</b>
<b>Total 02</b>		<b>93 645 000</b>
<b>Section 03 Cabinet du Premier ministre</b>		
<b>Structure 03111010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 03 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	445 293 000
2 03 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 11	Traitement ancien Premier Ministre	16 259 000
<i>Total 611</i>		461 552 000
<b>Total 61</b>		<b>461 552 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>461 552 000</b>
<b>Total 03</b>		<b>461 552 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 05 Présidence de la République</b>		
<b>Structure 05111010000 Direction de Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 05 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	766 107 000
<i>Total 611</i>		766 107 000
<b>Total 61</b>		<b>766 107 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>766 107 000</b>
<b>Total 05</b>		<b>766 107 000</b>
<b>Section 06 Ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie</b>		
<b>Structure 06411010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 06 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	8 335 227 000
<i>Total 611</i>		8 335 227 000
<b>Total 61</b>		<b>8 335 227 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>8 335 227 000</b>
<b>Total 06</b>		<b>8 335 227 000</b>
<b>Section 07 Cour constitutionnelle</b>		
<b>Structure 07111010000 Présidence de la Cour constitutionnelle</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 07 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	179 598 000
<i>Total 611</i>		179 598 000
<b>Total 61</b>		<b>179 598 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>179 598 000</b>
<b>Total 07</b>		<b>179 598 000</b>
<b>Section 08 Ministère de la communication, porte parole du Gouvernement</b>		
<b>Structure 08711010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 08 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	43 670 000
<i>Total 611</i>		43 670 000
<b>Total 61</b>		<b>43 670 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>43 670 000</b>
<b>Total 08</b>		<b>43 670 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 09 Ministère de la jeunesse et des sports</b>		
<b>Structure 09511010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 09 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	831 737 000
<i>Total 611</i>		831 737 000
<b>Total 61</b>		<b>831 737 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>831 737 000</b>
<b>Total 09</b>		<b>831 737 000</b>
<b>Section 10 Commission nat. droits de l'Homme et libertés fondamentales</b>		
<b>Structure 10111020000 Secrétariat permanent</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 10 1 1 1 02 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	114 039 000
<i>Total 611</i>		114 039 000
<b>Total 61</b>		<b>114 039 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>114 039 000</b>
<b>Total 10</b>		<b>114 039 000</b>
<b>Section 11 Ministère de la formation professionnelle et technique</b>		
<b>Structure 11511010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 11 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitement et salaire fonctionnaires	50 974 000
<i>Total 611</i>		50 974 000
<b>Total 61</b>		<b>50 974 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>50 974 000</b>
<b>Total 11</b>		<b>50 974 000</b>
<b>Section 12 Ministère des affaires étrangères et de la coopération</b>		
<b>Structure 12111010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 12 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	3 827 889 000
<i>Total 611</i>		3 827 889 000
<b>Total 61</b>		<b>3 827 889 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>3 827 889 000</b>
<b>Total 12</b>		<b>3 827 889 000</b>



<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 14</b>	<b>Ministère charge de l'intégration africaine et des nigériens à l'extérieur</b>	
<b>Structure 14111010000</b>	<b>Cabinet/ministère de l'intégration africaine/PROG/NEPAD</b>	
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 14 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	14 909 000
<i>Total 611</i>		14 909 000
<b>Total 61</b>		<b>14 909 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>14 909 000</b>
<b>Total 14</b>		<b>14 909 000</b>
<b>Section 15</b>	<b>Ministère de la défense nationale</b>	
<b>Structure 15211010000</b>	<b>Cabinet MDN</b>	
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 15 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	13 126 065 000
<i>Total 611</i>		13 126 065 000
<b>Total 61</b>		<b>13 126 065 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>13 126 065 000</b>
<b>Total 15</b>		<b>13 126 065 000</b>
<b>Section 16</b>	<b>Conseil économique, social et culturel</b>	
<b>Structure 16111010000</b>	<b>Conseil économique, social et culturel</b>	
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 16 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	145 080 000
<i>Total 611</i>		145 080 000
<b>Total 61</b>		<b>145 080 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>145 080 000</b>
<b>Total 16</b>		<b>145 080 000</b>
<b>Section 17</b>	<b>Ministère de la justice, garde des sceaux</b>	
<b>Structure 17211010000</b>	<b>Cabinet</b>	
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 17 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 727 592 000
<i>Total 611</i>		1 727 592 000
<b>Total 61</b>		<b>1 727 592 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>1 727 592 000</b>
<b>Total 17</b>		<b>1 727 592 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 20 Cour de cassation</b>		
<b>Structure 20111010000 Présidence de la Cour de cassation</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 20 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	62 338 000
<i>Total 611</i>		62 338 000
<b>Total 61</b>		<b>62 338 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>62 338 000</b>
<b>Total 20</b>		<b>62 338 000</b>
<b>Section 21 Conseil d'Etat</b>		
<b>Structure 21111010000 Présidence du Conseil d'Etat</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 21 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	62 339 000
<i>Total 611</i>		62 339 000
<b>Total 61</b>		<b>62 339 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>62 339 000</b>
<b>Total 21</b>		<b>62 339 000</b>
<b>Section 22 Cour des comptes</b>		
<b>Structure 22111010000 Présidence de la Cour des comptes</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 22 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	62 339 000
<i>Total 611</i>		62 339 000
<b>Total 61</b>		<b>62 339 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>62 339 000</b>
<b>Total 22</b>		<b>62 339 000</b>
<b>Section 23 Ministère chargé des relations avec les institutions de la République</b>		
<b>Structure 23211010000 Cabinet Ministère chargé des relations avec les institutions</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 23 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	60 783 000
<i>Total 611</i>		60 783 000
<b>Total 61</b>		<b>60 783 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>60 783 000</b>
<b>Total 23</b>		<b>60 783 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 25 Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation</b>		
<b>Structure 25311010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 25 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	8 980 004 000
<i>Total 611</i>		8 980 004 000
<b>Total 61</b>		<b>8 980 004 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>8 980 004 000</b>
<b>Total 25</b>		<b>8 980 004 000</b>
<b>Section 26 Haut Conseil des collectivités territoriales</b>		
<b>Structure 26111010000 Haut Conseil des collectivités territoriales</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 26 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	126 608 000
<i>Total 611</i>		126 608 000
<b>Total 61</b>		<b>126 608 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>126 608 000</b>
<b>Total 26</b>		<b>126 608 000</b>
<b>Section 27 Ministère de la culture, des arts et loisirs, charge de la promotion de l'entrepreneuriat artistique</b>		
<b>Structure 27711010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 27 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	87 340 000
<i>Total 611</i>		87 340 000
<b>Total 61</b>		<b>87 340 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>87 340 000</b>
<b>Total 27</b>		<b>87 340 000</b>
<b>Section 41 Ministère de la fonction publique et du travail</b>		
<b>Structure 41311010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 41 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	402 775 000
<i>Total 611</i>		402 775 000
<b>Total 61</b>		<b>402 775 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>402 775 000</b>
<b>Total 41</b>		<b>402 775 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 42 Ministère de la compétitivité nationale et de la lutte contre la vie chère</b>		
<b>Structure 42111010000</b>		<b>Cabinet/MCN/LCVC</b>
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 42 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	14 909 000
<i>Total 611</i>		<i>14 909 000</i>
<b>Total 61</b>		<b>14 909 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>14 909 000</b>
<b>Total 42</b>		<b>14 909 000</b>
<b>Section 43 Ministère chargé des affaires religieuses et de l'action humanitaire</b>		
<b>Structure 43111010000</b>		<b>Cabinet/MAR/AH</b>
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 43 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	14 909 000
<i>Total 611</i>		<i>14 909 000</i>
<b>Total 61</b>		<b>14 909 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>14 909 000</b>
<b>Total 43</b>		<b>14 909 000</b>
<b>Section 47 Ministère de l'économie et des finances</b>		
<b>Structure 47311010000</b>		<b>Cabinet/ME/F</b>
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	3 543 733 000
<i>Total 611</i>		<i>3 543 733 000</i>
<i>Paragraphe 619 Autres dépenses de personnel et dépenses de personnel non ventilées</i>		
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 619 90	Rémunération membres du gouvernement	605 269 000
<i>Total 619</i>		<i>605 269 000</i>
<b>Total 61</b>		<b>4 149 002 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>4 149 002 000</b>
<b>Total 47</b>		<b>4 149 002 000</b>
<b>Section 51 Ministère du tourisme et de l'artisanat</b>		
<b>Structure 51811010000</b>		<b>Cabinet/MTA</b>
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 51 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	110 429 000
<i>Total 611</i>		<i>110 429 000</i>
<b>Total 61</b>		<b>110 429 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>110 429 000</b>
<b>Total 51</b>		<b>110 429 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 52 Ministère du commerce, de l'industrie et de la normalisation</b>		
<b>Structure 52811010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 52 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	289 871 000
<i>Total 611</i>		289 871 000
<b>Total 61</b>		<b>289 871 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>289 871 000</b>
<b>Total 52</b>		<b>289 871 000</b>
<b>Section 53 Ministère des transports et de l'aviation civile</b>		
<b>Structure 53711010000 Cabinet/Ministère des transports</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 53 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires des fonctionnaires	135 344 000
<i>Total 611</i>		135 344 000
<b>Total 61</b>		<b>135 344 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>135 344 000</b>
<b>Total 53</b>		<b>135 344 000</b>
<b>Section 54 Ministère du développement agricole</b>		
<b>Structure 54811010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 54 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires des fonctionnaires	1 691 638 000
<i>Total 611</i>		1 691 638 000
<b>Total 61</b>		<b>1 691 638 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>1 691 638 000</b>
<b>Total 54</b>		<b>1 691 638 000</b>
<b>Section 55 Ministère des ressources animales</b>		
<b>Structure 55811010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 55 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	905 935 000
<i>Total 611</i>		905 935 000
<b>Total 61</b>		<b>905 935 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>905 935 000</b>
<b>Total 55</b>		<b>905 935 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 56 Ministère de l'aménagement du territoire et du développement communautaire</b>		
<b>Structure 56611010000 Cabinet/MAT/DC</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 56 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 30	Traitements et salaire fonctionnaires	380 486 000
<i>Total 611</i>		380 486 000
<b>Total 61</b>		<b>380 486 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>380 486 000</b>
<b>Total 56</b>		<b>380 486 000</b>
<b>Section 58 Ministère de l'équipement</b>		
<b>Structure 58711010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 58 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	473 018 000
<i>Total 611</i>		473 018 000
<b>Total 61</b>		<b>473 018 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>473 018 000</b>
<b>Total 58</b>		<b>473 018 000</b>
<b>Section 59 Ministère des mines et de l'énergie</b>		
<b>Structure 59711010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 59 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements salaires fonctionnaires	376 771 000
<i>Total 611</i>		376 771 000
<b>Total 61</b>		<b>376 771 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>376 771 000</b>
<b>Total 59</b>		<b>376 771 000</b>
<b>Section 60 Ministère de l'environnement et de la lutte contre la désertification</b>		
<b>Structure 60711010000 Cabinet</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 60 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 307 527 000
<i>Total 611</i>		1 307 527 000
<b>Total 61</b>		<b>1 307 527 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>1 307 527 000</b>
<b>Total 60</b>		<b>1 307 527 000</b>



<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 61</b>	<b>Ministère de l'éducation nationale</b>	
<b>Structure 61411010000</b>	<b>Cabinet</b>	
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 61 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	24 944 304 000
<i>Total 611</i>		24 944 304 000
<b>Total 61</b>		<b>24 944 304 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>24 944 304 000</b>
<b>Total 61</b>		<b>24 944 304 000</b>
<b>Section 62</b>	<b>Ministère de l'hydraulique</b>	
<b>Structure 62711010000</b>	<b>Cabinet</b>	
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 62 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	750 799 000
<i>Total 611</i>		750 799 000
<b>Total 61</b>		<b>750 799 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>750 799 000</b>
<b>Total 62</b>		<b>750 799 000</b>
<b>Section 64</b>	<b>Ministère de la santé publique</b>	
<b>Structure 64611010000</b>	<b>CAB/MSP/LCE</b>	
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 64 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	9 617 938 000
<i>Total 611</i>		9 617 938 000
<b>Total 61</b>		<b>9 617 938 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>9 617 938 000</b>
<b>Total 64</b>		<b>9 617 938 000</b>
<b>Section 65</b>	<b>Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant</b>	
<b>Structure 65611010000</b>	<b>Cabinet</b>	
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 65 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	264 359 000
<i>Total 611</i>		264 359 000
<b>Total 61</b>		<b>264 359 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>264 359 000</b>
<b>Total 65</b>		<b>264 359 000</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant</i>
<b>Section 66 Ministère de la promotion des jeunes entrepreneurs et de la reforme des entreprises publiques</b>		
<b>Structure 66811010000 Cabinet/MPJE/REP</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 66 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	14 608 000
<i>Total 611</i>		<i>14 608 000</i>
<b>Total 61</b>		<b>14 608 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>14 608 000</b>
<b>Total 66</b>		<b>14 608 000</b>
<b>Section 68 Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadastre</b>		
<b>Structure 68711010000 Cabinet/Ministère de l'urbanisme, habitat/DFP</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 68 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	274 536 000
<i>Total 611</i>		<i>274 536 000</i>
<b>Total 61</b>		<b>274 536 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>274 536 000</b>
<b>Total 68</b>		<b>274 536 000</b>
<b>Section 69 Ministère de la population et des reformes sociales</b>		
<b>Structure 69611010000 Cabinet du Ministère de la population et de l'action sociale</b>		
Article 61 Dépenses du personnel		
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 69 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	240 225 000
<i>Total 611</i>		<i>240 225 000</i>
<b>Total 61</b>		<b>240 225 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>240 225 000</b>
<b>Total 69</b>		<b>240 225 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>86 290 600 000</b>



